



L'effet pervers de la mobilité des travailleurs étrangers

Pages 4 et 5

L'inquiétude est palpable dans le milieu agricole, aux prises avec un nombre grandissant de démissions parmi les travailleurs étrangers temporaires. Après avoir investi temps et argent pour les faire venir, des producteurs voient des entreprises d'autres secteurs courtiser leurs précieux employés.



GRACIEUSITÉ DES FERMES ROLAND-PIGEON ET FILS

VÉTÉRINAIRES

Les stagiaires embauchés

Page 10

GRANDES CULTURES

Des profits d'or

Page 7



ÉRABLE

Plus basse réserve en 10 ans

Page 9

ENVIRONNEMENT

60 M\$ en séquestration de carbone

Page 11

L'UtiliTERRE



CAHIER CENTRAL

Holà sur les nouveaux projets porcins

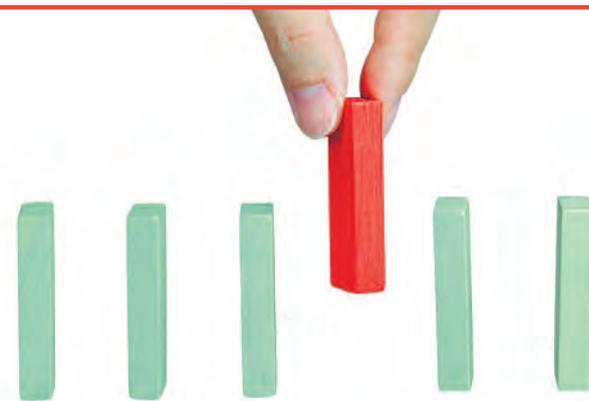
Page 6



MARIEMICHELLE TRUDEAU/ARCHIVES TCN

À LA UNE

Les fermes de plus en plus nombreuses à se faire « voler » leurs TET



Avec la pénurie de main-d'œuvre qui sévit dans tous les domaines, la concurrence s'intensifie pour le recrutement de travailleurs étrangers temporaires. De plus en plus d'agriculteurs perdent leurs employés, après avoir assumé les frais et rempli la paperasse pour les faire venir au Québec, au profit d'autres secteurs d'activité qui leur font miroiter de meilleurs salaires.



CAROLINE MORNEAU

cmorneau@laterre.ca

SAINT-RÉMI - La productrice maraîchère Brigitte Pigeon, de Saint-Rémi en Montérégie, connaissait le phénomène grandissant des travailleurs étrangers temporaires (TET) qui délaissent les fermes une fois arrivés au Québec pour se tourner vers un autre domaine, mais était loin de s'imaginer qu'elle se ferait faire le coup. Surtout qu'elle accorde une grande importance au bien-être de ses TET, qu'elle traite comme des membres de la famille. Sa ferme a d'ailleurs remporté le concours *Ma ferme, mon monde* d'AGRICARrières en 2020 pour ses bonnes pratiques en gestion des ressources humaines. C'est donc avec stupéfaction qu'elle a découvert en septembre que deux de ses employés guatémaltèques avaient plié bagage en douce. « C'étaient deux frères, dont un travaillait pour nous depuis 2009, raconte la productrice. Ils ont préparé leur coup pendant la fin de semaine et sont partis sans rien dire. [L'un d'eux] m'a juste écrit par après pour s'excuser, mais on n'a pas eu plus de détails », ajoute-t-elle. « On pense qu'ils sont encore à Montréal. On le voit sur Facebook », renchérit sa nièce, Brielle Pigeon.

L'entreprise Patates Dolbec, dans la MRC de Portneuf, a subi le même sort juste avant Noël. Les producteurs de pommes de terre ont perdu d'un coup sept travailleurs qu'ils avaient fait venir de Madagascar.

« Ça a été une claque dans la face. On est tous assommés de la situation », témoigne Véronique Pageau, assistante aux ressources humaines.

Recrutés à l'épicerie

Équipe Sarrazin, qui offre des services d'atrapage de volailles aux abattoirs comme Exceldor, témoigne avoir perdu pas moins de 54 travailleurs étrangers temporaires depuis juillet 2021 au profit de recruteurs du secteur de la construction ou d'agences de placement qui les sollicitent à l'épicerie les samedis et les dimanches. « C'est un vrai fléau, rapporte Yves Sarrazin, président de l'entreprise basée à Granby, en Estrie. Ça nous coûte entre 3 000 et 4 000 \$ pour faire venir un travailleur jusqu'ici, en plus de prendre plusieurs mois, puis on se le fait voler par d'autres qui peuvent leur donner de plus gros salaires justement parce qu'ils n'ont pas payé ces frais-là », déplore-t-il.

Pour l'année 2021, 264 TET qui transigent par l'entremise de la Fondation des entreprises en recrutement de main-d'œuvre agricole étrangère (FERME) ont quitté leur employeur, soit pour aller aux États-Unis ou dans un autre secteur d'activité. Il s'agit d'une hausse considérable par rapport à 2019 et 2020, alors qu'une centaine de déserteurs par année étaient recensés. Le directeur général Fernando Borja attribue cette augmentation à plusieurs facteurs, notamment à des initiatives du fédéral qui favorisent la mobilité (voir texte en page 5).



Brigitte Pigeon a eu une bien mauvaise surprise en septembre lorsqu'elle s'est aperçue que deux de ses travailleurs étrangers avaient plié bagage en douce.

« C'étaient deux frères, dont un travaillait pour nous depuis 2009. Ils ont préparé leur coup pendant la fin de semaine et sont partis sans rien dire. »

- Brigitte Pigeon

Le recrutement au noir décrié

Avec le phénomène de pénurie de main-d'œuvre qui s'accroît, Julio Lara, représentant au syndicat des Travailleurs et travailleuses unis de l'alimentation et du commerce, remarque que des employeurs d'autres secteurs, par exemple de la construction, sont prêts à tout pour recruter des travailleurs étrangers en leur proposant des salaires élevés et en leur affirmant parfois qu'ils ont en main les papiers légaux requis pour les accueillir, alors que c'est faux. « Les travailleurs sont exposés à plus d'exploitation. Ils se retrouvent à travailler au noir sans le savoir; ça, on le voit. Ils se font promettre de meilleures conditions de travail, alors

que ce n'est pas ce qui arrive », dit-il. Michel Pilon, du Réseau d'aide aux travailleuses et travailleurs migrants agricoles dénonce un phénomène similaire. « Il faut rappeler aux travailleurs que le salaire promis par des beaux parleurs, ce n'est pas tout. Quand ils travaillent à la ferme, ils ont un logement qu'ils payent seulement 30 \$ par semaine, alors qu'ailleurs, le logement ne sera pas nécessairement fourni », exprime-t-il, soulignant qu'un comité a justement été créé récemment, en collaboration avec FERME et l'Union des producteurs agricoles, entre autres, pour voir comment sensibiliser et mieux informer les TET de ces risques. ■

Avec la collaboration de Patricia Blackburn



L'entreprise Patates Dolbec embauche environ 67 TET qui sont payés au salaire minimum ou plus, selon les échelons et la catégorie de poste occupé.

Des allègements pour prévenir la maltraitance

En plus d'autres allègements pour faciliter la mobilité en contexte de pandémie (voir texte en page 5), le gouvernement fédéral a mis en place ces dernières années un mécanisme pour aider les travailleurs étrangers temporaires à fuir rapidement des situations de violence, les autorisant à faire la transition vers un nouvel employeur sans qu'une étude d'impact sur le marché du travail (EIMT) ne soit requise. C.M. ■

À LA UNE

L'agriculture, un tremplin vers d'autres secteurs?

CAROLINE MORNEAU

cmorneau@laterre.ca

« Depuis la pandémie, le milieu agricole est jugé essentiel et a priorité sur d'autres secteurs pour avoir des TET », explique le directeur général de la Fondation des entreprises en recrutement de main-d'œuvre agricole étrangère, Fernando Borja. Comme plusieurs autres acteurs du milieu, il craint que l'agriculture serve de tremplin pour rediriger les TET vers d'autres industries aux prises avec des problèmes de main-d'œuvre.

Il affirme que certaines entreprises qui n'ont pas réussi à obtenir leurs travailleurs par les canaux officiels peuvent tout de même disposer d'une Évaluation de l'impact sur le marché du travail (EIMT), un document requis avant l'embauche de main-d'œuvre étrangère, et changer sous certaines conditions le nom des TET reliés au document pour en embaucher d'autres déjà au Canada. Une information confirmée par le gouvernement fédéral. Des allègements administratifs mis en place avec la pandémie, de surcroît, permettent aux TET d'obtenir

un nouveau permis de travail plus rapidement pour se tourner vers un nouvel employeur disposant déjà d'une EIMT.

Des données d'Emploi et Développement social Canada confirment une hausse d'environ 13 % des demandes pour faire venir des TET au Québec, tous secteurs confondus, dans la dernière année, par rapport à la précédente, mais spécifient qu'elles ont presque toutes été approuvées.



Fernando Borja



Marie-Claude Bibeau

La ministre veut documenter le phénomène

En entrevue avec *La Terre*, la ministre fédérale de l'Agriculture Marie-Claude Bibeau dit prendre au sérieux les enjeux dénoncés par les producteurs agricoles et suivre la situation de près, mais avoue manquer de documentation pour se prononcer sur un potentiel resserrement. [...] J'ai besoin qu'on m'aide à documenter ça. Est-ce vraiment un dérapage ou des cas d'exception? », se questionne-t-elle, soulignant avoir des doutes quant à l'existence d'un réseau qui viendrait s'approvisionner dans l'industrie agricole. « Je pense que c'est une crainte à ce stade-ci, et une crainte que



GRACIEUSITÉ DE MATHIEU FORGET

Les acteurs du milieu agricole ne s'opposent pas à la mobilité des travailleurs étrangers temporaires, mais préféreraient qu'ils restent au moins dans leur secteur.

« On ne tolère aucune maltraitance de nos employés; on va toujours dénoncer ça. [...] Mais on ne sera pas le bassin de recrutement des autres secteurs. »

— Martin Caron

je veux suivre », dit-elle, assurant qu'une réforme du Programme des travailleurs étrangers temporaires est prévue (voir l'encadré) et que les préoccupations des producteurs seront prises en compte.

Bien qu'elle reconnaisse que la majorité des agriculteurs traitent bien leurs

employés, elle leur rappelle par ailleurs qu'ils ont un rôle à jouer pour assurer la rétention de leur personnel. Elle leur souligne par exemple l'importance de rehausser leurs standards en matière de gestion des ressources humaines et de qualité de logements. ■

Des mécanismes envisagés pour reconnaître les bons employeurs

La ministre fédérale de l'Agriculture, Marie-Claude Bibeau, travaille en collaboration avec ses collègues de l'Emploi et de l'Immigration sur une réforme du Programme des travailleurs étrangers temporaires. Sans s'avancer sur le moment où la refonte sera officialisée, elle spécifie que des mécanismes devraient être mis en place pour « faciliter la vie aux producteurs de confiance ». Les producteurs qui ont un dossier vierge en ce qui a trait aux conditions

de logement, aux paiements des salaires et au traitement général des travailleurs pourraient, avance-t-elle, être exemptés de recommencer le processus administratif toutes les saisons pour faire venir leur main-d'œuvre étrangère. Des permis pourraient par exemple être accordés pour trois ans. « Rien n'est établi encore, mais l'idée c'est de reconnaître les bons employeurs, de les remercier en facilitant les mécanismes », dit la ministre. C.M. ■

Un système de primes pour favoriser la rétention

Un producteur maraîcher et serricole de Laval, Mathieu Forget, voit bien que les occasions d'emploi pour les travailleurs étrangers temporaires (TET) se multiplient et que ceux-ci ont désormais le gros bout du bâton pour exiger un rehaussement de leurs conditions de travail. « Si on ne fait rien et qu'ils en viennent à avoir une offre ailleurs, on va tous les perdre », anticipe celui qui soupçonne d'ailleurs l'un de ses TET de magasiner des emplois dans d'autres secteurs. L'agriculteur entend donc mettre en place un système d'échelle salariale et de primes qui reconnaît l'ancienneté et le niveau de compétences requis pour certaines tâches. « On ne peut pas leur offrir beaucoup plus, mais il faut au moins trouver une façon de les valoriser », croit-il. C.M. ■

Une plateforme qui incite les TET à magasiner

Une plateforme de recherche d'emploi du gouvernement fédérale destinée aux travailleurs étrangers temporaires (TET) et accessible en espagnol fait rager les acteurs du milieu agricole. Depuis juin 2021, le Guichet-Emplois présente de nouveaux paramètres permettant aux utilisateurs de rester à l'affût des postes offerts au pays dans différents domaines. Les employeurs listés ont déjà fait leur demande d'Étude d'impact sur le marché du travail (EIMT) et affichent des postes allant parfois jusqu'à 25 \$ l'heure. Le message d'accueil rappelle aussi aux TET qu'ils ont le droit de changer d'emploi une fois au Canada et qu'il est illégal pour un employeur de les punir s'ils cherchent ailleurs. « On n'a rien contre la mobilité des tra-

vailleurs, mais on aimerait que le message d'accueil leur spécifie qu'ils sont quand même tenus de respecter leur contrat de travail », indique le président de l'Union des producteurs agricoles, Martin Caron, qui estime que l'introduction, dans sa forme actuelle, encourage les utilisateurs à magasiner.

Emploi et Développement social Canada précise à *La Terre* dans un courriel que cette initiative vise la transparence auprès des TET en leur offrant la possibilité de communiquer avec des employeurs par l'entremise d'une source sûre. Le gouvernement rappelle également que ses efforts sont motivés par le bien-être, la santé et la sécurité des travailleurs. C.M. ■



GRACIEUSITÉ DE MATHIEU FORGET

Le producteur Mathieu Forget estime qu'il doit revoir son système de salaires pour favoriser la rétention de ses TET. Sinon, il risque de les perdre.